

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2382

[C — 27397]

27 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant le cadre du personnel de l'Office wallon de Développement rural

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 87;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu le décret du 28 février 1991 instituant l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.);

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu le protocole n° 52 du Comité de secteur n° XVI;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 8 août 1980 et 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure de fixation du cadre de l'Office wallon de Développement rural résulte de l'obligation d'accueillir et d'affecter le personnel visé par l'arrêté royal du 27 juillet 1990 transférant des membres du personnel de la Société nationale terrienne à la Région wallonne;

Sur proposition du Ministre-Président chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1er. Le cadre du personnel de l'Office wallon de Développement rural est fixé comme suit :

Administrateur général	1
Administrateur général adjoint	1
Division des services techniques centraux :	
Inspecteur général	1
Service technique :	
Directeur	2
Pool des affaires générales et techniques :	
Attaché	3
Premier assistant	2
Assistant technique	2
Assistant	3
Premier adjoint	1
Adjoint	1
Premier agent	1
Agent	1
Division des services généraux :	
Inspecteur général	1
Service du personnel :	
Directeur	2
Pool du personnel et des finances :	
Attaché	3
Premier assistant	2
Assistant technique	2
Assistant	3
Premier adjoint	1
Adjoint	1
Premier agent	1
Agent	1
Services extérieurs de l'Office :	
Centre de Huy :	
Directeur	2
Attaché	7
Premier assistant	4
Assistant technique	4
Assistant	5
Premier adjoint	2
Adjoint	4
Premier opérateur	1
Opérateur	2

Centre de Libramont :	
Directeur	2
Attaché	10
Premier assistant	7
Assistant technique	7
Assistant	8
Premier adjoint	3
Adjoint	6
Premier opérateur	1
Opérateur	2
Centre de Mons :	
Directeur	2
Attaché	7
Premier assistant	4
Assistant technique	4
Assistant	5
Premier adjoint	2
Adjoint	4
Premier opérateur	1
Opérateur	2
Centre de Namur :	
Directeur	2
Attaché	7
Premier assistant	4
Assistant technique	4
Assistant	5
Premier adjoint	2
Adjoint	4
Premier opérateur	1
Opérateur	2

Art. 2. § 1er. Les agents titulaires de grades correspondant aux échelles barémiques ci-après peuvent porter le titre figurant en regard de celles-ci.

Echelles	Titre
les échelles des rangs 13 et 14	directeur
les échelles des rangs 10, 11 et 12	attaché
les échelles des rangs 24 et 25	premier assistant
les échelles des grades de recrutement des rangs 21, 22 et des grades de promotion des rangs 22 et 23 correspondants	assistant technique
les échelles du rang 20 et des grades de promotion des rangs 21, 22 et 23 correspondants	assistant
les échelles des rangs 34 et 35	premier adjoint
les échelles des rangs 30 et 32	adjoint
les échelles du rang 44	premier agent
les échelles des rangs 40, 41 42 et 43	agent
les échelles des rangs 42, 43 et 44 du personnel de maîtrise, de métier et de service	premier opérateur
les échelles des rangs 40 et 41 du personnel de maîtrise et de service	opérateur

§ 2. L'échelle barémique correspond au grade dont l'agent remplit les conditions d'accès telles que fixées par le statut et le règlement organique, tant en ce qui concerne le recrutement qu'en ce qui concerne la promotion.

§ 3. Hormis les carrières planes, les changements d'échelle qui n'entraînent pas un changement de titre sont fixées en nombre de manière telle que, dans un même pool ou un même centre, le nombre d'emplois de chaque rang correspond aux 4/6 du nombre d'emplois du rang immédiatement inférieur figurant au cadre.

Il est fait exception à la règle visée à l'alinéa précédent pour le titre d'assistant où le nombre d'emplois de chaque rang peut être dépassé au sein d'un pool ou d'un centre dans la mesure toutefois où le chiffre global de l'effectif prévu à ce titre dans le pool ou le centre n'est pas dépassé.

§ 4. Pour l'application de la règle des 4/6, les emplois des titres, respectivement de directeur et de niveau 4 sont considérés comme faisant partie d'un même pool comprenant l'ensemble des emplois figurant au cadre.

§ 5. Seuls la moitié des emplois de directeur figurant au cadre peuvent être pourvus.

§ 6. Le calcul de la proportion visée au § 3 s'effectue comme suit :

— au sein d'un titre comportant des emplois répartis sur trois rangs, le nombre d'emplois du rang supérieur équivaut au quotient, arrondi à l'unité inférieure, des 4/19 du nombre total des emplois prévus au sein de ce titre; le nombre d'emplois du rang moyen égale le quotient, arrondi à l'unité inférieure, des 2/5 de la différence entre le nombre total d'emplois prévus au sein du titre et le nombre d'emplois du rang supérieur; le nombre d'emplois du rang inférieur est égal à la différence entre le nombre total d'emplois prévus au sein du titre et la somme des emplois des rangs supérieur et moyen;

— au sein d'un titre comportant des emplois répartis sur 2 rangs, le nombre d'emplois du rang supérieur équivaut au quotient arrondi à l'unité inférieure, des 2/5 du nombre total des emplois prévus au sein de ce titre; le nombre d'emplois du rang inférieur est égal à la différence entre le nombre total d'emplois prévus au sein du titre et le nombre d'emplois du rang supérieur.

Art. 3. L'administrateur général bénéficie de l'échelle 16/S et l'administrateur général adjoint bénéficie de l'échelle 16/1.

Art. 4. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1991.

Namur, le 27 juin 1991.

Le Ministre-Président chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2382

[C — 27397]

27. JUNI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung des Stellenplans des Personals des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 87;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 1991 über die Errichtung des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung (W.A.L.E.);

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 52 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Juni 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwähnung, daß die Notwendigkeit, eine Maßnahme zur Festlegung des Stellenplans des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung unverzüglich zu treffen, sich aus der Verpflichtung ergibt, das durch den Königlichen Erlaß vom 27. Juli 1990 zur Versetzung der Mitglieder des Personals der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung zur Wallonischen Region erwähnte Personal anzunehmen und einzuwiesen;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen Öffentlichen Dienst,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der Stellenplan des Personals des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung wird wie folgt festgelegt:

Generalverwalter	1
Beigeordneter Generalverwalter	1
Abteilung der zentralen technischen Dienststellen :	
Generalinspektor	1
Technischer Dienst :	
Direktor	2
Zentrale der allgemeinen und technischen Dienststellen :	
Attaché	3
Erster Assistent	2
Technischer Assistent	2
Assistent	3
Erster Beigeordneter	1
Beigeordneter	1
Erster Bediensteter	1
Bediensteter	1
Abteilung der allgemeinen Dienststellen :	
Generalinspektor	1
Personalabteilung :	
Direktor	2
Zentrale des Personals und der Finanzen :	
Attaché	3
Erster Assistent	2
Technischer Assistent	2
Assistent	3
Erster Beigeordneter	1
Beigeordneter	1
Erster Bediensteter	1
Bediensteter	1

Aussendienststellen des Amtes :

Zentrum Huy :

Direktor	2
Attaché	7
Erster Assistent	4
Technischer Assistent	4
Assistent	5
Erster Beigeordneter	2
Beigeordneter	4
Erster Operator	1
Operator	2

Zentrum Libramont :

Direktor	2
Attaché	10
Erster Assistent	7
Technischer Assistent	7
Assistent	8
Erster Beigeordneter	3
Beigeordneter	6
Erster Operator	1
Operator	2

Zentrum Mons :

Direktor	2
Attaché	7
Erster Assistent	4
Technischer Assistent	4
Assistent	5
Erster Beigeordneter	2
Beigeordneter	4
Erster Operator	1
Operator	2

Zentrum Namur :

Direktor	2
Attaché	7
Erster Assistent	4
Technischer Assistent	4
Assistent	5
Erster Beigeordneter	2
Beigeordneter	4
Erster Operator	1
Operator	2

Art. 2. § 1. Die Bediensteten, die einen Grad innehaben, der den nachstehenden Gehaltsstufen entspricht, dürfen den Titel, der gegenüber diesen Stufen steht, tragen :

Stufen	Titel
Die Stufen der Rangklassen 13 und 14	
Die Stufen der Rangklassen 10, 11 und 12	Direktor
Die Stufen der Rangklassen 24 und 25	Attaché
Die Stufen der Anwerbungsgrade der Rangklassen 21, 22 und der entsprechenden Beförderungsgrade der Rangklassen 22 und 23	Erster Assistent
Die Stufen der Rangklasse 20 und der entsprechenden Beförderungsgrade der Rangklassen 21, 22 und 23	Technischer Assistent
Die Stufen der Rangklassen 34 und 35	Assistent
Die Stufen der Rangklassen 30 und 32	Erster Beigeordneter
Die Stufen der Rangklasse 44	Beigeordneter
Die Stufen der Rangklassen 40, 41, 42 und 43	Erster Bediensteter
Die Stufen der Rangklassen 42, 43 und 44 des Meister-, Fach- und Dienstpersonals	Bediensteter
Die Stufen der Rangklassen 40 und 41 des Meister-, Fach- und Dienstpersonals	Erster Operator
	Operator

§ 2. Die Gehaltsstufe entspricht dem Grad, zu dem der Bedienstete die wie durch das Statut und den Stellenplan sowohl bezüglich der Anwerbung als auch der Beförderung festgelegten Zulassungsbedingungen erfüllt.

§ 3. Mit Ausnahme der flachen Laufbahnen werden die Gehaltsstufeneänderungen, die eine Änderung des Titels nicht zur Folge haben, hinsichtlich der Anzahl so beschränkt, daß in einer selben Zentrale die Anzahl der Stellen jeder Rangklasse vier Sechsteln der Anzahl der Stellen der unmittelbar untergeordneten Rangklasse des Stellenplans entspricht.

Von der im vorliegenden Absatz erwähnten Regel wird eine Ausnahme für den Titel von Assistent gemacht, wofür die Anzahl der Stellen jeder Rangklasse innerhalb einer Zentrale überschritten werden kann, in dem Masse außerdem, daß die gesamte Anzahl des für diesen Titel vorgesehenen Personals in der Zentrale nicht überschritten wird.

§ 4. Für die Anwendung der Regel der vier Sechstel werden die Stellen der Titel von Direktor bzw. von Stufe 4 als Teil einer selben Zentrale, die die sämtliche Stellen stehend im Stellenplan beinhaltet, betrachtet.

§ 5. Nur die Hälfte der Stellen von Direktor, die im Stellenplan stehen, können besetzt werden.

§ 6. Die Berechnung des im § 3 erwähnten Prozentsatzes wird wie folgt gemacht :

— innerhalb eines Titels beinhaltend die über drei Rangklassen aufgeteilten Stellen, entspricht die Anzahl der Stellen der obereordneten Rangklasse dem nach unten abgerundeten Quotient der vier Neunzehntel der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehener Stellen; die Anzahl der Stellen der mittlergeordneten Rangklasse ist der nach unten abgerundeten Quotient der zwei Fünftel des Unterschieds zwischen der gesamten Anzahl von innerhalb des Titels vorgesehenen Stellen und der Anzahl der Stellen von obereordneten Rangklasse; die Anzahl der Stellen der untergeordneten Rangklasse entspricht dem Unterschied zwischen der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen und der Summe der Stellen der ober- und mittlergeordneten Rangklassen;

— innerhalb eines Titels beinhaltend Stellen, die über zwei Rangklassen aufgeteilt sind, entspricht die Anzahl der Stellen der obereordneter Rangklasse dem nach unten abgerundeten Quotient der zwei Fünftel der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen; die Anzahl der Stellen der untergeordneten Rangklasse entspricht dem Unterschied zwischen der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen und der Anzahl der Stellen der obereordneten Rangklasse.

Art. 3. Der Generalverwalter genießt die Stufe 16/S und der beigeordnete Generalverwalter genießt die Stufe 16/1.

Art. 4. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 5. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Juni 1991 in Kraft.

Namur, den 27. Juni 1991

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt mit der Wirtschaft,
den K.M.B. und dem regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2382

[C — 27397]

27 JUNI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de personeelsformatie van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling (W.D.P.O.);

Gelet op de instemming van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de begroting behoort;

Gelet op het protokol nr. 52 van het Sektorcomité nr. XVI;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend de noodzaak onverwijd een maatregel te treffen voor de vaststelling van de personeelsformatie van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling het gevolg is van de verplichting het personeel bedoeld bij het koninklijk besluit van 27 juli 1990 tot overdracht van personeelsleden van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest te onthalen en aan te stellen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsformatie van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling is vastgesteld als volgt :

Administrateur-generaal	1
-------------------------------	---

Adjunct-administrateur-generaal	1
---------------------------------------	---

Afdeling centrale technische diensten :

Inspecteur-generaal	1
---------------------------	---

Technische dienst :

Directeur	2
-----------------	---

Pool van de algemene en technische zaken :	
Attaché	3
Eerstaanwezend assistent	2
Technisch assistent	2
Assistent	3
Eerstaanwezend adjunct	1
Adjunct	1
Eerste beambte	1
Beambte	1
Afdeling algemene diensten :	
Inspecteur-generaal	1
Dienst personeel :	
Directeur	2
Pool personeel en financiën :	
Attaché	3
Eerstaanwezend assistent	2
Technisch assistent	2
Assistent	3
Eerstaanwezend adjunct	1
Adjunct	1
Eerste beambte	1
Beambte	1
Buitendiensten van de Dienst :	
Centrum Hoei :	
Directeur	2
Attaché	7
Eerstaanwezend assistent	4
Technisch assistent	4
Assistent	5
Eerstaanwezend adjunct	2
Adjunct	4
Eerste operator	1
Operator	2
Centrum Libramont :	
Directeur	2
Attaché	10
Eerstaanwezend assistent	7
Technisch assistent	7
Assistent	8
Eerstaanwezend adjunct	3
Adjunct	6
Eerste operator	1
Operator	2
Centrum Bergen :	
Directeur	2
Attaché	7
Eerstaanwezend assistent	4
Technisch assistent	4
Assistent	5
Eerstaanwezend adjunct	2
Adjunct	4
Eerste operator	1
Operator	2
Centrum Namen :	
Directeur	2
Attaché	7
Eerstaanwezend assistent	4
Technisch assistent	4
Assistent	5
Eerstaanwezend adjunct	2
Adjunct	4
Eerste operator	1
Operator	2

Art. 2. § 1. De agenten, die titularis zijn van de graden die overeenstemmen met de hierna volgende weddeschalen, mogen de titel dragen die er tegenover vermeld is.

Weddeschalen	Titel
de schalen van rangen 13 en 14	directeur
de schalen van rangen 10, 11 en 12	attaché
de schalen van rangen 24 en 25	eerstaanwezend assistent
de schalen van de aanwerkingsgraden van rangen 21, 22 en van de bevorderingsgraden van de overeenstemmende rangen 22 en 23	technisch assistent
de schalen van rang 20 en van de bevorderingsgraden van de overeenstemmende rangen 21, 22 en 23	assistent
de schalen van rangen 34 en 35	eerstaanwezend adjunct
de schalen van rangen 30 en 32	adjunct
de schalen van rang 44	eerste beambte
de schalen van rangen 40, 41, 42 en 43	beambte
de schalen van rangen 42, 43 en 44 van het meesters-, vak- en dienstpersoneel	eerste operator
de schalen van rangen 40 en 41 van het meesters-, vak- en dienstpersoneel	operator

§ 2. De weddeschaal stemt overeen met de graad waarvoor de agent de toegangsvoorwaarden vervult zoals zij vastgesteld zijn in het statuut en het organiek reglement, zowel wat betreft de aanwerving als de bevordering.

§ 3. Behalve de vlakke loopbanen zijn de veranderingen van schaal die geen verandering van titel als gevolg hebben in aantal beperkt zodat, in éénzelfde pool of centrum, het aantal betrekkingen van elke rang gelijk is aan 4/6e van het aantal betrekkingen van de onmiddellijke lagere rang die op de personeelsformatie voorzien is.

Er bestaat een uitzondering op de in vorig lid vermelde regel voor de titel van assistent waarvoor het aantal betrekkingen van elke rang overschreden kan worden in een pool of centrum, in de mate nochtans dat het totaal aantal van het voor deze titel voorziene effectief in de pool of in het centrum niet wordt overschreden.

§ 4. Voor de toepassing van de regel van 4/6e worden de betrekkingen van de titels van respectievelijk directeur en van niveau 4 aanziend als deel uitmakend van éénzelfde pool die alle betrekkingen van de personeelsformatie omvat.

§ 5. Er mag slechts voorzien worden in de helft van de in de personeelsformatie vermelde betrekkingen van directeur.

§ 6. De berekening van de in § 3 vermelde verhouding gebeurt als volgt :

— voor een titel met betrekkingen verdeeld over drie rangen is het aantal betrekkingen van de hogere rang gelijk aan de op de hele eenheid naar beneden afgeronde quotiënt van de 4/19e van het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen; het totaal aantal betrekkingen van de middennrang is gelijk aan de op de hele eenheid naar beneden afgeronde quotiënt van de 2/5e van het verschil tussen het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen en van het totaal aantal betrekkingen van de hogere rang; het totaal aantal betrekkingen van de lagere rang is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal betrekkingen voorzien voor de titel en de optelling van de betrekkingen van de hogere en middennrang;

— voor een titel met betrekkingen verdeeld over twee rangen is het aantal betrekkingen van de hogere rang gelijk aan de op de hele eenheid naar onder afgeronde quotiënt van de 2/5e van het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen; het totaal aantal betrekkingen van de lagere rang is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal betrekkingen voorzien voor de titel en het aantal betrekkingen van de hogere rang.

Art. 3. De administrateur-generaal geniet de schaal 16/S en de adjunct-administrateur-generaal geniet de schaal 16/1.

Art. 4. De Minister, belast met het Gewestelijk Openbaar Ambt, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Art. 5. Onderhavig besluit heeft uitwerking op 1 juni 1991.

Namen, 27 juni 1991

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

F. 91 — 2383

[C — 27227]

18 MARS 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'intitulé de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1990 portant exécution des articles 1er, 3, 6 et 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres et y insérant un article 8

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Vu l'article 74 du Code du Logement, modifié par le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres, notamment les articles 1er, 3, 4, 6, 7 et 8;

Vu l'arrêté ministériel du 9 novembre 1990 portant exécution des articles 1er, 3, 6 et 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres;